



Table des matières

- 03 Aperçu
- 05 Avant-propos
- 06 Faits et chiffres
- 09 Coordination des contributions du secteur privé à la réduction des risques de catastrophe, à la préparation, à la réponse et au relèvement en cas de catastrophe
- 10 Activités clés des réseaux de CBI en 2020
- 17 Comblant les lacunes en matière de connaissances
- 18 Sensibilisation, échange de connaissances entre pairs et renforcement des capacités
- 20 Perspectives d'avenir

Remerciements

Copyright © PNUD et OCHA 2021. Tous les droits sont réservés.

One United Nations Plaza, NEW YORK, NY10017, États-Unis

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les populations et la planète.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org ou suivez @UNDP.

OCHA coordonne les interventions d'urgence dans le monde pour sauver des vies et protéger les personnes dans les situations de crise humanitaire. Notre vision est celle d'un monde qui se mobilise pour aider les populations touchées par les crises à disposer rapidement de l'aide humanitaire et de la protection dont elles ont besoin. Nous plaçons en faveur d'une action humanitaire efficace et fondée sur des principes, par tous et pour tous.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur unocha.org ou suivez @UNOCHA.

Avertissement

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, dont le PNUD et OCHA, et des États membres de l'ONU.

Témoignages de nos partenaires

« La principale force de CBI réside dans la coordination avec le secteur privé pour améliorer et rendre plus efficaces les réponses fondées sur des principes humanitaires. CBI s'est appuyée sur sa proposition de valeur unique, notamment tirer parti de la coordination avec le secteur privé ainsi que de son expertise et de ses capacités uniques en vue de répondre efficacement aux catastrophes et aux crises complexes dans le monde entier. »



Emmanuel N. Nougba

Directeur (intérimaire), Engagement du secteur privé, Division de la diaspora et de l'innovation Bureau Mondial de Politiques, Partenariats, Programmes, et Communications, Bureau d'assistance humanitaire USAID

« Le secteur privé est fondamental au développement d'un pays et doit être un partenaire essentiel de l'action humanitaire. Il est important de créer un environnement propice à la durabilité des investissements du secteur privé dans la gestion des risques de catastrophe. Les partenariats entre les organisations humanitaires et les réseaux du secteur privé, comme PHSP Madagascar, sont essentiels pour y parvenir. »



Isabelle Salabert

Directrice exécutive de la Fondation AXIAN / Présidente de la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé (PHSP) de Madagascar

Aperçu



Réponse aux crises et relèvement

En avril, un cyclone de catégorie 5 a frappé Vanuatu, qui a alors été le premier pays au monde à devoir faire face à un cyclone important alors que ses frontières étaient fermées. En collaboration avec des partenaires du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et les Nations Unies, et en soutien au gouvernement, le Conseil de la résilience des entreprises de Vanuatu (VBRC), réseau local CBI, a contribué à fournir 35 tonnes de nourriture et de produits non alimentaires à plus de 1 000 foyers côtiers isolés sur huit semaines.

Pour en savoir plus sur les activités des réseaux membres de CBI en matière de réponse aux crises et de relèvement, consultez la page 7 et les pages 10 à 15.



Le genre, la gestion des catastrophes et le secteur privé

CBI a lancé une nouvelle publication expliquant comment les considérations relatives au genre influent sur la gestion des catastrophes dans le secteur privé et comment les actions interconnectées concernant le genre, la gestion des catastrophes et le secteur privé peuvent offrir des solutions qui profitent à tous, y compris aux individus, aux entreprises et à l'ensemble de la société.

Pour en savoir plus sur le genre et la gestion des catastrophes, consultez la page 17.



COVID-19

CBI a travaillé en étroite collaboration avec le système des Nations Unies, les réseaux membres et d'autres partenaires pour soutenir la réponse sanitaire, renforcer la gestion de la crise (préparation, réponse et relèvement) et remédier aux répercussions économiques importantes.

Pour en savoir plus sur la réponse au COVID-19 de CBI, consultez les pages 9, 10 à 15 et 17.



Événement annuel de CBI

CBI a réuni ses réseaux et ses partenaires pour qu'ils puissent partager leurs expériences, apprendre les uns des autres et discuter des possibilités de collaboration.

Pour en savoir plus sur les événements de CBI, consultez la page 18.



Malinao, Philippines

Aux Philippines, les habitants de Barangay Baybay à Malinao, dans la province d'Albay, fouillent dans ce qui reste de leurs maisons détruites, une semaine après que le typhon Goni a détruit la majeure partie de leur village. *Photo : Martin San Diego/OCHA*

Avant-propos



Marcos Athias Neto

Directeur du Centre du secteur financier Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Rein A. Paulsen

Directeur intérimaire de la Division de la coordination Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

L'année qui s'est écoulée a défié toutes les prévisions et a été extraordinairement difficile. Certains sont allés jusqu'à dire que la pandémie de COVID-19 est le plus grand défi auquel le monde doit faire face depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans un tel contexte, il était sans aucun doute impossible de continuer comme si de rien n'était. En plus du COVID-19, le monde a dû continuer à faire face à un nombre record de catastrophes et à des violences continues dans les pays touchés par des conflits. Ces événements ont engendré des situations d'urgence complexes et multidimensionnelles.

Les avancées en matière de développement – notamment les progrès accomplis dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) – sont aujourd'hui menacées. On prévoit que pas moins de 150 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici à 2021, ce qui anéantirait des décennies de progrès réalisés pour éradiquer ce fléau¹. Selon les prévisions, 168 000 enfants de plus mourront de malnutrition² et 72 millions d'enfants resteront analphabètes³.

Il faut agir de toute urgence et efficacement pour s'attaquer à ces défis pressants. Des solutions existent. Dans le cadre de la lutte contre la pandémie, il a fallu trouver des solutions innovantes et aligner les priorités pour améliorer la collaboration entre les secteurs et même entre les gouvernements, tout en renouvelant l'importance des actions localisées.

Dans ce contexte, tandis que nous réfléchissons au COVID-19, à ses répercussions et à ce qui nous attend, nous sommes fiers de reconnaître la pertinence et les réussites de Connecting Business initiative (CBI). CBI, qui a adapté son plan de travail pour 2020 et réorienté ses ressources, a trouvé de nouveaux moyens de continuer à soutenir les réseaux locaux du secteur privé, en s'adaptant aux besoins urgents engendrés par la pandémie elle-même et à la complexité qu'elle est venue ajouter aux crises existantes et nouvelles.

Le rôle des acteurs locaux, y compris les réseaux d'entreprises, en tant que parties prenantes essentielles dans les réponses locales a encore été démontré en 2020 au moment des confinements, lorsque les mécanismes internationaux de réponse ne pouvaient pas être déployés ou que leurs capacités étaient limitées.

Dans ce contexte, les réseaux membres de CBI ont engagé le secteur privé dans des activités humanitaires réalisées en collaboration avec des organismes des Nations Unies et des gouvernements, et le secteur privé a parfois même ouvert la voie lorsque les autres secteurs n'avaient pas la capacité de le faire.

Tous les réseaux membres de CBI ont déployé des efforts pour répondre au COVID-19 en 2020, et neuf des réseaux (Fidji, Haïti, Madagascar, Mexique, Pacifique, Philippines, Sri Lanka, Turquie, Vanuatu) sont également intervenus, avec leurs partenaires, pour faire face à 19 autres situations d'urgence, dont des inondations, des tremblements de terre, des conflits, des déplacements de population, des tempêtes tropicales, un incendie et une éruption volcanique. Certains réseaux ont dû faire face à deux ou trois crises en même temps. CBI a également soutenu de nouveaux réseaux du secteur privé dans la gestion des crises, comme le Global Compact Network (réseau du Pacte mondial) au Liban après les explosions survenues au port de Beyrouth.

De nombreux réseaux membres de CBI sont intervenus à titre officiel, contribuant aux plans nationaux de gestion des catastrophes, ce qui leur a valu d'être reconnus dans les Plans de Réponse Humanitaire Globale et d'autres rapports. Nous comptons nous appuyer sur ces réalisations de 2020 au cours des prochaines années.

Ce travail ne serait pas possible sans nos donateurs et nos partenaires : la Fondation Conrad N. Hilton, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Boston Consulting Group, la Fondation UPS, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Global Compact (Pacte mondial) des Nations Unies. Leur engagement à mobiliser le secteur privé dans la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe est inébranlable, même lorsqu'ils sont eux-mêmes confrontés à des changements, à des transitions, et à des environnements difficiles. Alors que CBI s'apprête à célébrer son cinquième anniversaire, nous entendons renforcer nos liens avec nos partenaires actuels et en accueillir de nouveaux.

¹ « La pandémie de COVID-19 risque d'entraîner 150 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2021 ». Banque mondiale, 7 octobre 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021>.

² Saskia Osendarp et al., « The Potential Impacts of the Covid-19 Crisis on Maternal and Child Undernutrition in Low and Middle Income Countries », *Nature Portfolio*. À paraître prochainement. Disponible à l'adresse suivante : www.researchsquare.com/article/rs-123716/v1.

³ « La pandémie risque de faire basculer 72 millions d'enfants de plus dans la pauvreté des apprentissages ». Banque mondiale, 2 décembre 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/12/02/pandemic-threatens-to-push-72-million-more-children-into-learning-poverty-world-bank-outlines-new-vision-to-ensure-that-every-child-learns-everywhere>.

Faits et chiffres



CBI est une initiative multipartite répondant à la demande qui tend à modifier la façon dont le secteur privé s'engage avant, pendant et après les crises. Lancée lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire en mai 2016, l'initiative vise à améliorer les capacités locales, à renforcer la résilience et à atténuer les souffrances humaines.

17 réseaux d'entreprises

Au total, 17 réseaux d'entreprises ont été engagés et soutenus par le secrétariat de CBI

CBI est intervenue auprès des réseaux d'entreprises, les aidant à consolider leurs assises et à renforcer leurs contributions à la réduction des risques de catastrophe, à la préparation, à la réponse et au relèvement en cas de catastrophe. Ces réseaux sont basés aux Bahamas, en Côte d'Ivoire, en Équateur, aux Fidji, en Haïti, en Indonésie, au Kenya, au Liban, à Madagascar, au Mexique, dans le Pacifique, aux Philippines, à Sri Lanka, en Turquie, à Vanuatu, au Viet Nam et au Yémen.

4 100 membres

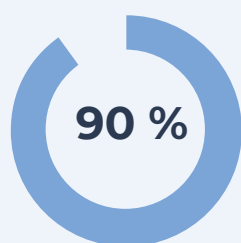
Les réseaux membres de CBI représentent environ 4 100 membres principaux de différents secteurs et ils ont accès à plus de 40 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME).

Les entreprises membres représentent un vaste éventail de secteurs, notamment les technologies de l'information et des communications, le secteur des médias et du divertissement, les services financiers et l'assurance, le transport et la logistique, et le secteur du logement et de la construction.

Résultats de l'enquête



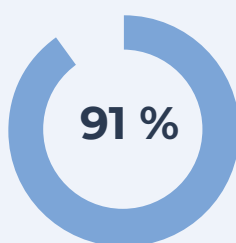
CBI mène chaque année une enquête auprès de ses réseaux membres. En 2020, les résultats révèlent que CBI est appréciée par ses principales parties prenantes.



90 %

Influence

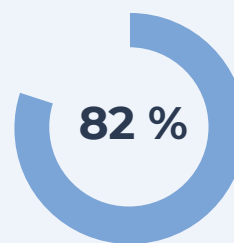
90 % des réseaux membres de CBI ont déclaré que CBI avait eu une influence positive ou très positive sur leur travail de préparation et de réponse aux catastrophes.



91 %

Coordination

91 % des réseaux membres de CBI ont indiqué que CBI les avait aidés à se coordonner avec d'autres agences des Nations Unies dans le cadre de la préparation, de la réponse et du relèvement en cas de catastrophe.



82 %

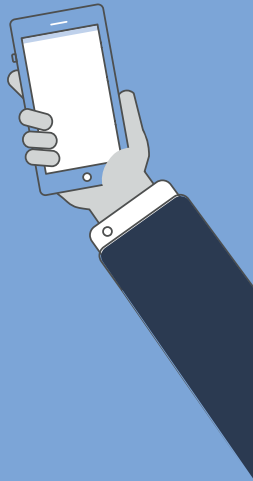
Échange de connaissances entre pairs

82 % des réseaux membres de CBI ont répondu que CBI avait réussi ou très bien réussi à offrir des possibilités d'échange de connaissances entre pairs et à transmettre les bonnes pratiques.

Préparation

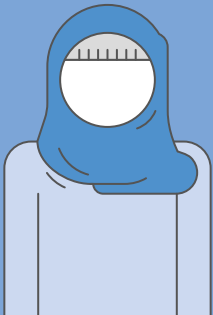
3,6 millions de personnes concernées par les activités d'alerte précoce

Les réseaux membres de CBI ont coordonné par l'intermédiaire des médias et des fournisseurs de service téléphonique pour envoyer des messages d'alerte précoce.



28 600 participants aux formations

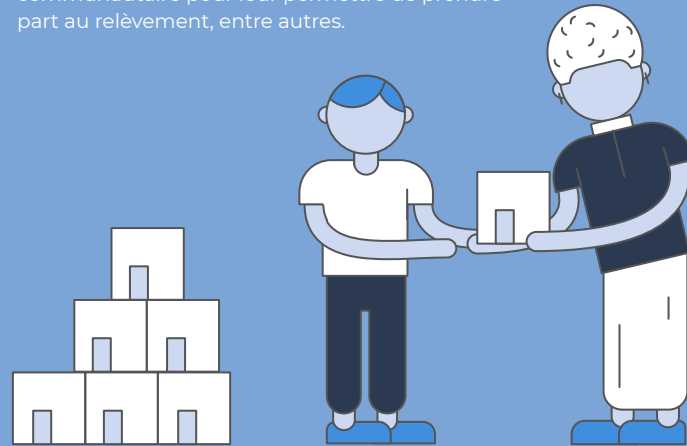
Les réseaux membres de CBI ont organisé plus de 36 activités de formation à la préparation aux catastrophes, auxquelles ont pris part plus de 28 600 participants.



Relèvement

13 900 personnes concernées par les activités de relèvement*

Les réseaux membres de CBI ont soutenu les populations ainsi que les MPME touchées par les crises grâce à des trousseaux pour assurer les moyens de subsistance, des programmes de formation, des transferts monétaires, des rapports de situation et des renseignements, de la télémédecine et un soutien aux groupes d'action communautaire pour leur permettre de prendre part au relèvement, entre autres.

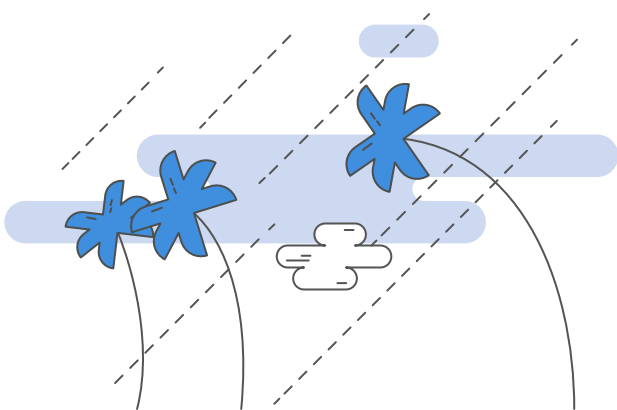


Réponse

Tous les réseaux membres de CBI ont répondu au COVID-19.

De plus, neuf réseaux ont répondu à 19 autres cas d'urgence :

conflit ou violence (Haïti), **sécheresse** (Madagascar), **tremblements de terre** (Mexique, Turquie), **incendie** (Madagascar), **inondations** (Mexique, Philippines, Sri Lanka), **tempêtes tropicales** (Fidji, Haïti, Madagascar, Pacifique, Philippines, Vanuatu), **éruption volcanique** (Philippines).



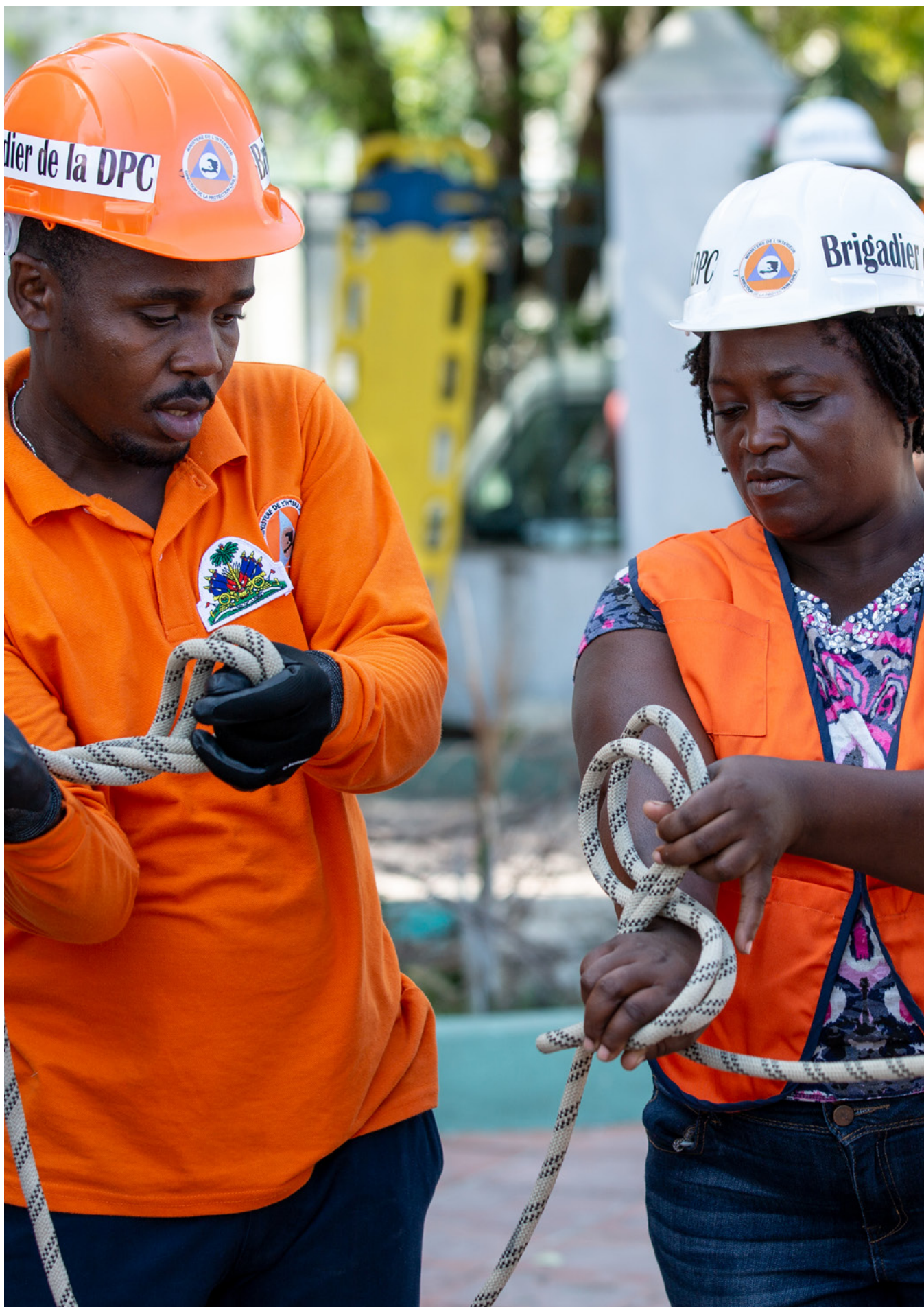
15,5 millions de personnes concernées par les activités de réponse aux crises*

Les réseaux membres de CBI ont atteint 14,3 millions de personnes au travers de leurs **activités de réponse au COVID-19** et 1,2 million de personnes par leurs activités de réponse à **d'autres crises** (p. ex., des cyclones tropicaux et des tremblements de terre).

42,2 millions de dollars des États-Unis collectés*

Les réseaux membres de CBI ont collecté 36,8 millions de dollars É.-U. pour la **réponse au COVID-19** et leurs membres ont versé des contributions financières s'élevant à 2,5 millions de dollars É.-U. ainsi que des contributions en nature d'un montant de 2,9 millions de dollars É.-U. pour d'autres **activités de préparation, de réponse et de relèvement en cas de catastrophe**.

*Remarque : Les chiffres reflètent le nombre minimum de personnes atteintes. Certains réseaux n'ont pas communiqué la valeur des contributions des membres ni le nombre de personnes atteintes.



Haïti

Les activités de préparation réduisent les répercussions des catastrophes sur les populations vulnérables. *Photo : Molière Solon/PNUD*

Coordination des contributions du secteur privé à la réduction des risques de catastrophe, à la préparation, à la réponse et au relèvement en cas de catastrophe

« L'échange de connaissances entre les réseaux de CBI a permis au VBRC de renforcer sa capacité à changer des vies. Grâce aux outils et aux directives de CBI, le secteur privé devient un acteur crédible dans la réponse aux catastrophes à Vanuatu. »



Glen Craig

Président du Conseil de la résilience des entreprises de Vanuatu

« Le soutien de CBI au secteur privé mexicain par l'intermédiaire d'OCHA, du PNUD et du CENACED a permis de faciliter la coordination entre les principaux acteurs en vue de répondre à la pandémie de COVID-19 dans le pays. »



Juan Pablo O'Farrill Duque

Conseiller national de réponse en cas de catastrophe, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, OCHA

Soutien mondial

En 2020, le secrétariat de CBI a soutenu 17 réseaux d'entreprises en les aidant à consolider leurs assises et à renforcer leurs contributions à la réduction des risques de catastrophe, à la préparation, à la réponse et au relèvement en cas de catastrophe. Ces réseaux sont basés aux Bahamas, en Côte d'Ivoire, en Équateur, aux Fidji, en Haïti, en Indonésie, au Kenya, au Liban, à Madagascar, au Mexique, dans le Pacifique, aux Philippines, à Sri Lanka, en Turquie, à Vanuatu, au Viet Nam et au Yémen.

Nous avons également travaillé sur des questions spécifiques, telles que le genre, l'innovation et les nouvelles technologies, les contributions du secteur privé dans les situations fragiles et les zones touchées par les conflits ou encore la résilience des petites et moyennes entreprises (PME), en fournissant des informations, en sensibilisant et en renforçant les capacités. Vous trouverez plus d'informations sur ces questions par la suite.

COVID-19

À la fin de l'année 2020, on dénombrait 82 299 855 cas de COVID-19 confirmés dans le monde et 1 801 610 décès confirmés dus au virus⁴. En raison des mesures de santé et de sécurité, telles que la distanciation physique, la mise en quarantaine et les confinements, de nombreuses industries ont subi une perte d'activité et les économies ont considérablement ralenti. Les restrictions de déplacements ont fait évoluer les interactions vers des plateformes virtuelles, tandis que des sujets comme la santé mentale^{5,6} et les violences basées sur le genre⁷ ont suscité un regain d'attention.

En vue de s'adapter à la pandémie de COVID-19, CBI a apporté un appui technique à distance ainsi qu'un soutien financier direct totalisant 330 000 dollars É.-U. aux réseaux du secteur privé. Les restrictions de déplacements ayant affecté les plans de visites de pays et les interactions en personne entre les réseaux, l'un des principaux objectifs de CBI tout au long de l'année a été de collecter, produire et diffuser les ressources liées au COVID-19. Ce travail a notamment consisté à publier un guide pour entreprises relatif au COVID-19, à partager sur une page web consacrée aux situations d'urgence les dernières informations concernant la pandémie, à sensibiliser aux mesures de sécurité et à renforcer les capacités en matière de planification de la continuité des activités, de résilience, etc.

Les réseaux membres se sont retrouvés à devoir gérer des situations complexes impliquant plusieurs crises, avec en plus le COVID-19 qui ajoute un défi important aux autres problèmes tels que des risques naturels ou des violences liées aux élections, voire des combinaisons de telles crises. Nous sommes fiers de pouvoir dire que les réseaux membres de CBI ont relevé ce défi. En collaboration avec des entités du secteur public, des organismes des Nations Unies et des ONG, les réseaux membres et les entreprises membres individuelles ont réaffecté des usines à la production d'équipements de protection individuelle (EPI), mené des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation sur les mesures de sécurité à adopter pendant la pandémie, appuyé les MPME dans la planification de la continuité des activités et la numérisation, et ont soutenu les communautés au moyen de programmes éducatifs et du traçage des cas contacts du COVID-19, pour ne citer que quelques exemples.

Pour la suite, nous prévoyons que les réseaux membres de CBI poursuivront leurs activités liées au COVID-19, notamment en aidant les MPME et les sociétés en général à s'adapter à la nouvelle norme et en assurant un engagement fort du secteur privé dans la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe dans ce nouveau contexte.

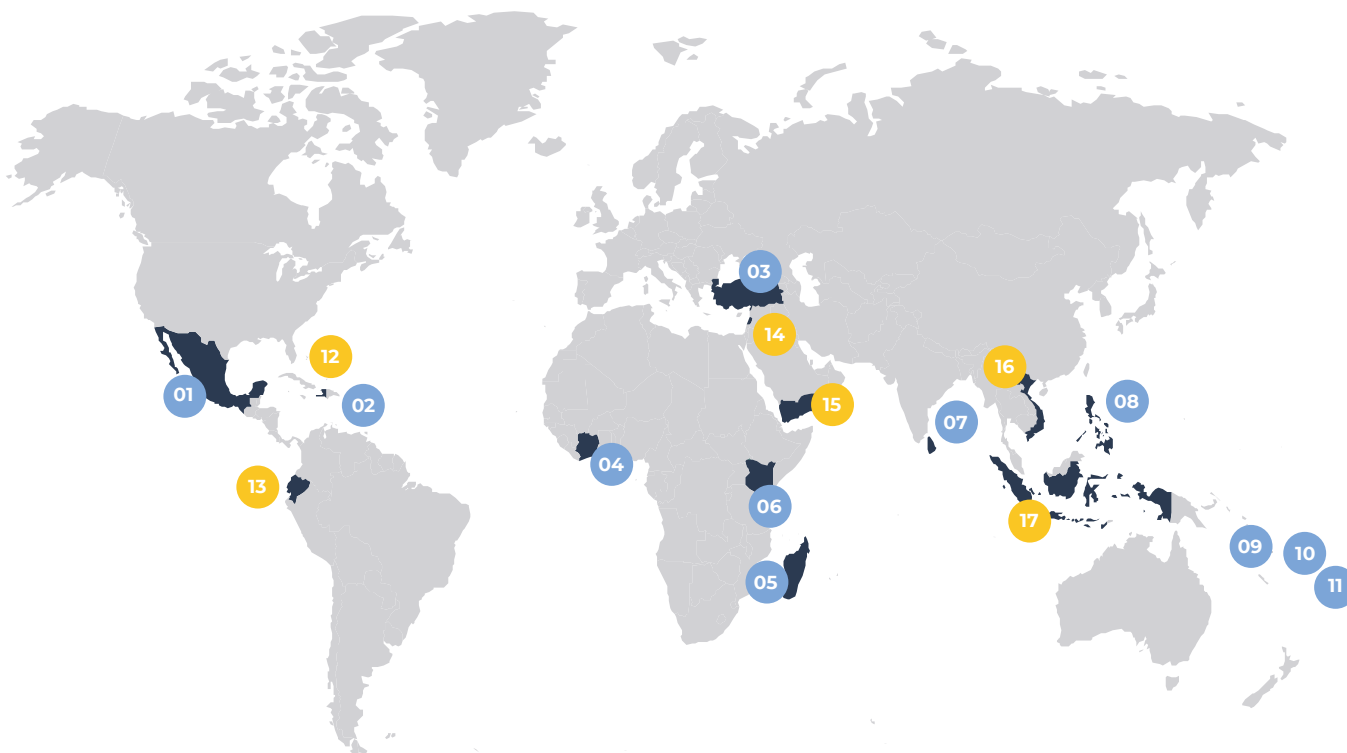
⁴ Tableau de bord de l'Organisation mondiale de la Santé sur le COVID-19. Disponible à l'adresse suivante : <https://covid19.who.int/>.

⁵ « COVID-19 and the Need for Action on Mental Health ». Nations Unies, mai 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-05/UN-Policy-Brief-COVID-19-and-mental-health.pdf>.

⁶ Série de webinaires organisés par l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse en partenariat avec l'OMS et l'UNICEF, « #CopingWithCOVID ». Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/youthenvoy/2020/04/copingwithcovid-a-webinar-series-on-young-people-and-mental-health/.

⁷ « Gros Plan : L'égalité des sexes compte dans la réponse au COVID-19 ». ONU-Femmes. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response>.

Activités clés des réseaux CBI en 2020



01 Mexique

Centro Nacional de Apoyo para Contingencias Epidemiológicas y Desastres (CENACED)

54 membres

En 2020, le Centro Nacional de Apoyo para Contingencias Epidemiológicas y Desastres (CENACED) est intervenu dans la réponse au COVID-19, à des inondations et à un tremblement de terre.

Dans le cadre de sa réponse au COVID-19, le réseau a mis en place des activités de préparation au partage d'informations, ainsi qu'un centre d'appels qui a permis à des médecins et psychologues bénévoles de proposer un soutien psychosocial. En collaboration avec OCHA et le PNUD, le réseau a également lancé une plateforme destinée à coordonner les différents aspects de la réponse au COVID-19. Son objectif consistait à apporter une réponse forte et harmonieuse, à organiser la distribution de l'aide (en particulier l'aide alimentaire et le matériel médical) et à réduire la pauvreté provoquée par la crise du COVID-19.

Au mois de novembre, les fortes pluies de l'ouragan Eta ont frappé le sud du Mexique, en particulier les États de Tabasco, Chiapas et Veracruz. Les inondations qui ont suivi ont déclenché des glissements de terrain, avec un bilan de 27 victimes et 90 000 personnes affectées. En collaboration avec le réseau mexicain de l'Alliance du secteur privé pour les sociétés résilientes aux catastrophes (ARISE), le CENACED a apporté son soutien aux communautés affectées sous la forme d'aide alimentaire et d'articles de secours d'urgence.

www.connectingbusiness.org/mexico

02 Haïti

Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités (AGERCA)

20 membres

En 2020, l'Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités (AGERCA) est intervenue dans la réponse au COVID-19 et à une tempête tropicale. Elle a également apporté son soutien aux personnes déplacées à la suite de conflits.

Au mois de mars, en réponse à la crise du COVID-19, Haïti a activé son Centre d'opérations d'urgence nationale, comme le prévoit le Système national de gestion du risque et des désastres. L'AGERCA a participé aux réunions de coordination et a lancé sa Plateforme de réponse des organisations de la société civile à la COVID-19 (PROC19), une initiative qui a rassemblé plusieurs organisations de la société civile autour de la lutte contre la pandémie. L'AGERCA et ses partenaires ont distribué de la nourriture et des trousseaux d'hygiène, ont désinfecté des établissements tels que les écoles et les églises, ont mis en place des stations de lavage des mains dans les lieux publics et ont sensibilisé les populations à l'importance des mesures d'atténuation du COVID-19. Ils ont également réalisé une enquête sur les répercussions du COVID-19 sur les PME.

Au mois d'août, en réponse à la tempête tropicale Laura, l'AGERCA a envoyé plus de deux millions de messages d'alerte précoce par SMS. Elle a également fourni au Centre d'opérations d'urgence nationale des crédits téléphoniques pour faciliter les communications entre départements. Elle a travaillé en collaboration avec les sociétés de télécommunications pour s'assurer que leurs réseaux fonctionnaient dans les zones affectées. Enfin, elle a réuni les

informations relatives à la préparation aux ouragans avec celles portant sur le COVID-19 pour sensibiliser à cette double menace. Au mois de septembre, l'AGERCA a organisé un atelier sur la réduction des risques de catastrophe qui a rassemblé plus de 100 jeunes.

www.connectingbusiness.org/haiti

03 Turquie

Plateforme Business for Goals (B4G) 40 000 membres

La plateforme turque Business for Goals (B4G) rassemble le PNUD en Turquie, l'Association des industries et des entreprises de Turquie (Türk Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği ou TÜSIAD) et la Confédération turque des entreprises et des affaires (Türk Girişim ve İş Dünyası Konfederasyonu ou TÜRKONFED), qui sont intervenus ensemble dans la réponse au COVID-19 et à deux tremblements de terre.

Après le séisme d'Elâziğ du 24 janvier 2020, B4G s'est immédiatement rendue sur place pour élaborer des rapports d'analyse sur la situation après la catastrophe. En outre, la plateforme a proposé une série d'améliorations du lieu de travail qui devaient ensuite faire l'objet d'une évaluation au sein des conseils d'administration de la TÜSIAD et de la TÜRKONFED.

Elle a organisé divers webinaires et séances virtuelles pour recenser les effets du COVID-19 sur les entreprises locales et répondre aux besoins de ces dernières. B4G a également réalisé des enquêtes sur le terrain et des évaluations d'impact aux mois de mars, mai, septembre et décembre. Ces enquêtes et évaluations avaient pour objectif de comprendre les effets de la pandémie sur les entreprises. Elles ont contribué à établir les perspectives économiques pour 2021. Le PNUD a également créé un outil pour aider les entreprises à contrôler les répercussions de leurs opérations en matière de droits de l'homme et à réfléchir en amont à cette question : « Diligence raisonnable du PNUD en matière de droits de l'homme et COVID-19 : auto-évaluation rapide pour les entreprises ». Le PNUD et B+HR Asia (Business and Human Rights in Asia) sont à l'origine de cet outil d'auto-évaluation, que B4G a ensuite adapté au contexte des entreprises turques, en collaboration avec l'OIT, le PNUD et le Global Compact des Nations Unies.

B4G se consacre également à la création d'une liste d'interlocuteurs turcs fiables pour la fabrication d'EPI, afin de les mettre en relation avec les acheteurs internationaux. Avec le soutien du Gouvernement du Japon et en coopération avec le PNUD et la Direction générale des agences de développement du ministère de l'Industrie et de la Technologie, B4G a organisé des activités de renforcement des capacités à destination de 3 000 jeunes sans-emploi issus de secteurs considérés comme fragiles (la restauration, le tourisme, la logistique, les machines, le textile et l'industrie automobile).

Le 30 octobre, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,9 Mw s'est produit au large d'Izmir, dans la mer Égée. Le séisme a été ressenti dans toute la région égéenne et toute la région de Marmara. Cette catastrophe a fait l'objet d'une réponse nationale et aucune aide humanitaire extérieure n'a été sollicitée, mais B4G et la TÜRKONFED ont immédiatement mobilisé une équipe pour proposer une évaluation rapide des dommages et des besoins. Cette équipe a produit des rapports sur la situation qui ont permis de consolider les informations relatives aux entreprises affectées sur la base d'une évaluation des dommages secteur par secteur.

Parmi les activités de relèvement proposées par le réseau B4G, on peut citer le Programme de formation à la résilience organisationnelle. Ce dernier a bénéficié à 29 PME d'Izmir, qui ont pu augmenter leur capacité de résilience face aux catastrophes et améliorer leur savoir-faire en matière de relèvement économique. La TÜRKONFED et la TÜSIAD ont organisé trois ateliers en collaboration avec la Fédération des associations industrielles (SEDEFED) et B4G. Leur objectif était de réunir les principaux représentants des cinq secteurs cruciaux (logistique, énergie, communications, agriculture/alimentation et finance/assurance) pour mettre en commun les chiffres et les estimations de chacun et élaborer une feuille de route en matière de préparation aux tremblements de terre.

www.connectingbusiness.org/turkey

« Alors que la pandémie de COVID-19 et les catastrophes ont profondément affecté les pays et les entreprises à travers le monde, nous sommes employés à apprendre de l'expérience des associations d'entreprises, du secteur privé et des plateformes internationales telles que CBI en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe. Grâce aux perspectives comparatives apportées par ce réseau et à l'adaptation des outils de gestion des crises existantes, nous pouvons nous attaquer rapidement aux problèmes à l'aide d'outils et de politiques. »



Arda Batu

Secrétaire général de la Confédération turque des entreprises et des affaires (TÜRKONFED)

04 Côte d'Ivoire

Plateforme humanitaire du secteur privé de Côte d'Ivoire (PHSP Côte d'Ivoire)

100 membres

En 2020, en réponse au COVID-19, la Plateforme humanitaire du secteur privé (PHSP) de Côte d'Ivoire a sensibilisé ses membres aux risques que présentait le virus, afin de veiller à ce que chacun comprenne combien il était important de freiner sa propagation et, pour y parvenir, d'adopter des mesures d'hygiène. La plateforme a également coordonné les contributions financières et en nature de ses entreprises membres, puis les a distribuées aux populations affectées grâce à des partenaires comme la Croix-Rouge. PHSP Côte d'Ivoire a également fait des dons à des organisations telles que la Coalition des entreprises de Côte d'Ivoire contre le Sida, la tuberculose, le paludisme et le cancer (CECI) et l'Institut de cardiologie d'Abidjan.

www.connectingbusiness.org/cote-d-ivoire

05 Madagascar

Plateforme humanitaire du secteur privé de Madagascar (PSHP Madagascar)

52 membres

En 2020, la Plateforme humanitaire du secteur privé de Madagascar est intervenue dans la réponse au COVID-19, à un cyclone, à une sécheresse et à un incendie. La plateforme a réalisé une enquête et organisé un atelier virtuel pour discuter des répercussions du COVID-19 sur les entreprises malgaches. Avec ses partenaires, elle a conçu et diffusé *Corona Boky*, un livre illustré destiné à sensibiliser les enfants au COVID-19 et aux mesures d'atténuation. Elle a également distribué des radios à énergie solaire et des coffrets pédagogiques dans les zones rurales, afin que les familles puissent s'informer sur le COVID-19 et que les enfants puissent suivre les cours proposés par le ministère de l'Éducation.

PSHP Madagascar a coordonné les contributions du secteur privé : des connexions Internet pour le Centre de commandement opérationnel COVID-19, des équipements de protection individuelle, de la nourriture, de l'eau, des ressources financières et des activités logistiques d'urgence. La plateforme a également travaillé en étroite collaboration avec le ministère des Transports⁸ pour mettre en œuvre un système de traçage des cas contacts de COVID-19 dans l'une des plus grandes gares routières du pays, avec la possibilité d'étendre le dispositif à l'ensemble du réseau de transport terrestre, des ports et des aéroports.

La plateforme est intervenue dans la réponse au cyclone tropical Belna, qui a touché terre en décembre 2019. Elle a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires tels que le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes pour apporter de l'aide en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des connexions à la fibre optique et autres biens matériels. En réponse à l'incendie, PSHP Madagascar a mobilisé ses entreprises membres pour fournir un toit et de la nourriture aux populations affectées, en partenariat avec le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes.

En raison de la sécheresse qui a frappé le sud de Madagascar et provoqué une insécurité alimentaire aiguë, sept districts sont officiellement entrés en situation de crise.

En collaboration avec l'ONG MEDAIR et avec l'aide de ses entreprises membres, PSHP Madagascar a pris en charge l'approvisionnement en eau de la communauté de Marolinta.

www.connectingbusiness.org/madagascar

06 Kenya et Afrique de l'Est

East Africa Humanitarian Private Sector Partnership Platform (HPPP)

20 membres

En 2020, East Africa Humanitarian Private Sector Partnership Platform (HPPP) est intervenu dans la gestion du COVID-19. Ses membres ont distribué des EPI et soutenu les communautés avec des mesures de secours et des transferts de fonds.

www.connectingbusiness.org/east-africa

07 Sri Lanka

Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes à Sri Lanka (A-PAD SL)

Plus de 700 membres

L'Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes à Sri Lanka (A-PAD SL) est intervenue dans la gestion du COVID-19, de deux inondations et dans l'effort de relèvement sur le long terme à la suite des attentats du 21 avril 2019.

A-PAD SL a coordonné les contributions du secteur privé pour soutenir les efforts gouvernementaux de lutte contre le COVID-19. L'Alliance a par exemple aidé le Centre de gestion des catastrophes de Sri Lanka à mettre en place un centre d'appels d'urgence consacré à la crise du COVID-19. Elle a fourni du matériel sanitaire de base et des rations alimentaires pour les travailleurs de première ligne, les communautés et le secteur de la santé. Elle a également pris part à une campagne nationale sur les médias sociaux pour sensibiliser aux mesures préventives individuelles, à la continuité des activités, aux réglementations en matière de couvre-feu ainsi qu'à d'autres thèmes cruciaux.

Dans le cadre de sa réponse au COVID-19 et grâce au financement de HSBC, A-PAD SL a fourni et distribué des EPI aux agents de santé de première ligne. Pour produire ce matériel, l'Alliance a eu recours à des fabricants nationaux durement touchés par les conséquences économiques de la pandémie. Cette initiative visait également à produire des EPI pour le marché international.

Pour soutenir l'éducation, A-PAD SL a distribué des fournitures aux élèves n'ayant pas accès aux ressources en ligne et a participé à l'élaboration de directives nationales pour la conduite des examens en situation d'urgence (National Guidelines for Conduct of Examinations in Emergencies), en partenariat avec le ministère de la Défense, le Centre de gestion des catastrophes et le Département des examens. L'Alliance a également participé à l'élaboration de directives nationales et de plans opérationnels pour la conduite des élections en période de catastrophes croisées.

⁸ Pour en savoir plus sur le projet de traçage des cas contacts à Madagascar, consultez l'article suivant : « Gare routière d'Andohatapenaka: la gestion des passagers bientôt informatisée ». Newsmada, 26 septembre 2020. Disponible à l'adresse suivante : www.newsmada.com/2020/09/26/gare-routiere-dandohatapenaka-la-gestion-des-passagers-bientot-informatisee/

En réponse à la mousson d'été et aux inondations qui ont suivi, A-PAD SL a envoyé des messages d'alerte précoce, a produit des directives relatives à la santé et aux évacuations et distribué des EPI et des produits non alimentaires dans les zones affectées.

En avril 2020, un an après les attentats du 21 avril 2019, l'équipe d'A-PAD SL a mené une action d'écoute et de soutien psychosocial sous la forme d'appels téléphoniques aux familles affectées. Ces dernières ont ainsi pu exprimer leurs sentiments et émotions, et l'équipe leur a prodigué des paroles de réconfort destinées à les aider à traverser cette période difficile.

www.connectingbusiness.org/sri-lanka

08 Philippines

Fondation philippine pour la résilience aux catastrophes (PDRF)

61 membres

En 2020, la Fondation philippine pour la résilience aux catastrophes (PDRF) est intervenue dans la gestion du COVID-19, de deux typhons, d'inondations et d'une éruption volcanique.

En réponse au COVID-19, la PDRF et ses membres ont fourni des EPI aux hôpitaux, ont contribué aux besoins logistiques et au renforcement des capacités du secteur de la santé. Ils ont également proposé un hébergement et des plats préparés aux travailleurs de première ligne et aux agents de santé. À travers le projet Ugnayan, la PDRF a financé la distribution de bons alimentaires à hauteur de 35 millions de dollars É.-U., pour un total de 14,2 millions de bénéficiaires issus des communautés défavorisées de la grande périphérie de Manille. En outre, grâce au Project Pag-Asa, la Fondation et ses organisations partenaires ont apporté leur soutien à

77 hôpitaux et institutions et ont contribué à la gestion de la crise par une augmentation des capacités équivalente à plus de 2 100 agents de santé. Par ailleurs, ils ont créé la plateforme SIKAP, un centre d'affaires en ligne destiné à aider les MPME dans leur gestion du COVID-19 et leur relèvement.

Au mois de novembre, le réseau est aussi intervenu face à une triple crise : le COVID-19 et les typhons Goni et Vamco. La Fondation a coordonné la réponse du secteur privé, en étroite collaboration avec le gouvernement, les Nations Unies et d'autres acteurs du secteur humanitaire. Elle s'est également rendue dans les zones affectées pour évaluer les dommages et y répondre. Ensemble, ils ont déployé des véhicules, du matériel médical, de l'eau potable, des plats préparés, des cabines téléphoniques équipées de stations de recharge, des paquets de secours et une équipe d'ingénieurs chargée de rétablir les communications dans les zones frappées par les typhons. En outre, la Fondation a mis 17 de ses 60 entreprises membres actives en état d'alerte maximale, coordonné au moins 14 opérations de sauvetage et contribué à secourir 67 personnes. Le Centre d'opérations d'urgence de la Fondation a assuré le suivi de la situation en partageant des alertes et des bilans quotidiens avec ses membres. Ceci s'est appuyé sur l'outil Hazard and Disaster Analysis for Business Resilience (plateforme d'analyse des risques et des catastrophes pour la résilience des entreprises, HANDA), une plateforme de gestion des informations relatives aux catastrophes fondée sur la cartographie par système d'information géographique (SIG).

En parallèle de ses activités de réponse aux crises, le réseau a aidé 7 500 personnes à travers ses actions de continuité des activités, 18 300 autres personnes à travers ses actions de réduction du risque de catastrophe et 400 petits commerces tenus par des femmes à travers son soutien au relèvement rapide. Le réseau a également émis des recommandations en matière de politiques afin d'accompagner les MPME vers le relèvement et la résilience, tout en relevant d'éventuelles lacunes.

www.connectingbusiness.org/philippines



Malinao, Philippines

Aux Philippines, les habitants de Barangay Baybay à Malinao, dans la province d'Albay, fouillent dans ce qui reste de leurs maisons détruites, une semaine après que le typhon Goni a détruit la majeure partie de leur village.

Photo : Martin San Diego/OCHA

« La force du secteur privé réside dans son intégration réussie au sein de la société et dans sa capacité à soutenir les initiatives locales de consolidation de la paix. Grâce à des plateformes telles que A-PAD SL et CBI, le Gouvernement peut collaborer avec le secteur privé pour répondre efficacement à une crise. »



Firzan Hashim

Directeur de pays, Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes, Sri Lanka

« Notre rôle principal est d'aider les entreprises à se préparer aux catastrophes grâce à une formation à la planification de la continuité des activités. La continuité des activités étant essentielle, nous devons contribuer à la formation et à la construction de réseaux plus solides. Mais il faut surtout mettre en place une stratégie de préparation nationale intégrée, publique et privée, où le secteur privé assume également la responsabilité de protéger la vie et d'assurer la sécurité. Le FBDRC peut jouer un rôle essentiel pour soutenir les efforts du secteur public dans la réponse aux catastrophes grâce à des stratégies visant à établir des entreprises et des moyens de subsistance résilients aux catastrophes. »



Michael Spencer

Président du Conseil fidjien pour la résilience des entreprises en cas de catastrophe

09 Vanuatu

Conseil de la résilience des entreprises de Vanuatu (VBRC) 2 800 membres

En 2020, le Conseil de la résilience des entreprises de Vanuatu (VBRC) est intervenu dans la gestion du COVID-19 et du cyclone tropical Harold.

Le 5 avril 2020, le cyclone tropical Harold – un cyclone de catégorie 5 – a touché terre à Vanuatu, qui est alors devenu le premier pays à devoir faire face à un cyclone important alors que les frontières étaient fermées en raison de la pandémie. Dans les îles du Nord, le cyclone a affecté les moyens de subsistance et les foyers de plus de 100 000 personnes (sur un total d'environ 300 000 habitants). Le Conseil a coordonné les secours en appliquant son approche sectorielle pour garantir une coordination efficace avec le Gouvernement, les Nations Unies et les ONG. Ainsi, les équipes de télécommunications sont intervenues pour rétablir les connexions entre les îles et les équipes en charge du transport et de la logistique ont contribué aux secours et au relèvement.

Le Conseil a entrepris des évaluations détaillées des dommages techniques dans les villages les plus durement touchés, ainsi que des évaluations aériennes, terrestres et maritimes en vue de fournir à l'Office national de gestion des catastrophes (NDMO) des recommandations relatives à l'accès aux habitations isolées et à l'aspect logistique de la distribution de biens de première nécessité. Le Conseil a également fourni plus de 35 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires à 1 000 foyers isolés du littoral⁹. Après le cyclone, la Chambre de commerce et d'industrie de Vanuatu (VCCI) et le VBRC ont élaboré un projet destiné à aider les entreprises locales dirigées par des femmes à accélérer le relèvement économique de leurs communautés. Pour financer ce projet baptisé Phoenix, dont la mise en œuvre a débuté en janvier 2021, la VCCI a reçu une subvention du Fonds des Femmes pour la Paix et l'Action Humanitaire des Nations Unies. Le projet Phoenix se concentre sur l'accélération du relèvement économique par un renforcement des capacités de leadership et un soutien ciblé aux activités d'entreprises locales dirigées par des femmes, qui pourront à leur tour mener le relèvement de leurs communautés.

Par la suite, le VBRC et Oxfam ont uni leurs efforts pour venir en aide aux communautés vulnérables et aux entreprises locales affectées par des catastrophes multiples telles que le cyclone tropical, le COVID-19 et les pluies de cendres du volcan Yasur, dans le Sud. Le projet Unblocked Cash d'Oxfam utilise la technologie de blockchain pour fournir une aide directe, sous la forme de cartes de paiement sans contact, aux familles victimes de catastrophes ou d'une détresse financière extrême. Ces cartes, qui peuvent être rechargées, fonctionnent comme des cartes de paiement classiques et permettent aux familles d'acheter de la nourriture, des médicaments, des vêtements et d'autres biens de première nécessité, ainsi que des matériaux pour la reconstruction de leurs maisons. Cette initiative est née de la volonté de s'éloigner d'un modèle d'aide humanitaire reposant sur l'apport matériel et pécuniaire. L'approche choisie est plus favorable au marché intérieur : elle privilégie la dignité et la liberté des bénéficiaires, lesquels peuvent effectuer les achats qu'ils considèrent comme prioritaires pour leur relèvement, tout en incluant les commerces locaux dans la chaîne de valeur, afin d'œuvrer dans le même temps au relèvement de l'économie¹⁰.

www.connectingbusiness.org/vanuatu

⁹ Pour en savoir plus, consultez l'article suivant : Ted Regencia, « Coronavirus Lockdown Hobbles Vanuatu Cyclone Recovery Effort ». *Al Jazeera*, 13 mai 2020. Disponible à l'adresse suivante : www.aljazeera.com/news/2020/5/13/coronavirus-lockdown-hobbles-vanuatu-cyclone-recovery-effort.

¹⁰ Pour en savoir plus, consultez l'article suivant : « Vanuatu Pioneers Digital Cash as Disaster Relief ». Connecting Business initiative, 7 novembre 2020. Disponible à l'adresse suivante : www.connectingbusiness.org/news-VBRC-digital-cash-as-disaster-relief.

10 Fidji

Conseil fidjien pour la résilience des entreprises en cas de catastrophe (FBDRC) 300 membres

En 2020, le Conseil fidjien pour la résilience des entreprises en cas de catastrophe (FBDRC) est intervenu dans la gestion du COVID-19 et d'un cyclone.

En décembre 2020, le cyclone tropical Yasa, de catégorie 5, a frappé les Fidji. Dans le cadre de ses mesures de préparation, le Conseil a créé un groupe de messagerie instantanée sur la plateforme Viber afin de faciliter la communication avec les autres membres de la Fédération du commerce et des employeurs des Fidji (FCEF). Ce groupe a permis de partager des mises à jour et de diffuser les bulletins météorologiques relatifs aux intempéries, ainsi que les annonces du Bureau national de gestion des catastrophes (NDMO) et du Service météorologique des Fidji (FMS). Le Conseil a organisé des réunions avec le Bureau national de gestion des catastrophes et a participé à ses séances d'information régulières pour y apporter les derniers éléments relatifs à ses membres.

En janvier 2021, à Levuka, le Conseil a également organisé une formation dans le domaine de la planification de la continuité des activités, en partenariat avec l'USAID et son projet Climate Ready. La pandémie de COVID-19 a fortement perturbé les PME de Levuka et provoqué leur inquiétude. En réponse à cette situation, l'atelier de formation s'inscrivait dans une démarche de sensibilisation et de préparation aux catastrophes, tout en offrant des solutions pour affronter les répercussions de la pandémie sur les entreprises.

www.connectingbusiness.org/fiji

11 Pacifique

Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPISO) 20 membres (organisations nationales du secteur privé)

En 2020, l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPISO) est intervenue dans la gestion du COVID-19 à travers le Pacific Business Resilience Network (Réseau de résilience des entreprises du Pacifique, PBRN). En 2020, elle a également travaillé en collaboration avec le Conseil fidjien pour la résilience des entreprises en cas de catastrophe (FBDRC) dans la gestion du cyclone tropical Yasa.

Le réseau régional a facilité la mise en réseau et le partage d'informations en organisant des webinaires et des réunions. De mai à août 2020, le PIPISO a tenu une série de webinaires conjoints avec le Bureau des activités pour les employeurs de l'Organisation internationale du Travail (OIT-ACT/EMP), axés sur les questions touchant le monde des affaires pendant la pandémie. Avec le soutien de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le PIPISO a élaboré un guide de politiques comprenant les réponses au COVID-19 des Organisations nationales du secteur privé (NPSO) de la région du Pacifique.

Le PBRN du PIPISO a également organisé des ateliers sur la planification de la continuité des activités et a participé à des discussions à l'échelle régionale, comme celles dans le cadre du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique, afin de promouvoir l'action humanitaire locale dans la région.

www.connectingbusiness.org/pacific

Autres réseaux du secteur privé soutenus par CBI en 2020

12 Les Bahamas

13 L'Équateur

14 Le Liban

15 Le Yémen

16 Le Viet Nam

17 L'Indonésie

Explosions au port de Beyrouth

Le 4 août, une énorme explosion a eu lieu dans le port de Beyrouth, faisant de nombreuses victimes et causant des dégâts matériels. Des équipes nationales et internationales de recherche et de sauvetage ainsi que des experts en gestion des catastrophes ont été envoyés pour soutenir les opérations d'urgence en cours. Les explosions ont fait plus de 180 morts et plus de 6 500 blessés. D'importants dégâts structurels ont été signalés dans le port et dans les quartiers commerciaux et résidentiels environnants. Selon le PNUD, 200 000 logements au total ont été touchés par les explosions et environ 40 000 bâtiments ont été endommagés. On estime également que plus de 15 000 établissements commerciaux – soit environ la moitié de tous les établissements commerciaux de Beyrouth – ont été endommagés, la majorité appartenant aux secteurs de la vente en gros, de la vente au détail et de l'hôtellerie¹¹. Les hôpitaux ont été submergés par les blessés, alors que les unités de soins intensifs avaient déjà atteint leur capacité d'accueil en raison de la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement du Liban a estimé qu'après les explosions, plus de 300 000 personnes se sont retrouvées sans domicile dans la région du Grand Beyrouth¹².

En réponse aux explosions, OCHA, le Global Compact des Nations Unies et CBI ont publié le Guide des Nations Unies pour entreprises afin d'aider le secteur privé international à soutenir les efforts de réponse et de relèvement. Ils ont également apporté un soutien technique au Réseau local du Global Compact et ont tenu une séance pendant la semaine de l'Assemblée générale des Nations Unies pour discuter de la reconstruction de Beyrouth.

www.connectingbusiness.org/Beirut-Port-Explosions

¹¹ « Lebanon: Beirut Port Explosions Situation Report No. 7 », ReliefWeb, 25 août 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/lebanon/lebanon-beirut-port-explosions-situation-report-no-7-25-august-2020-enar>.

¹² « Beirut Explosion: Tens of Thousands of New Homeless Face Winter Crisis », ReliefWeb, 31 août 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/lebanon/beirut-explosion-tens-thousands-new-homeless-face-winter-crisis>.



Plaine de la Ruzizi, République démocratique du Congo

De nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle (IA), les mégadonnées, l'Internet des objets et la blockchain, ainsi que les innovations dans les domaines de la robotique, de l'impression 3D et de la technologie des drones révolutionnent de nombreux domaines, notamment la réduction des risques et la gestion des catastrophes. *Photo : PNUD*

Comblers les lacunes en matière de connaissances

COVID-19

Pour certains réseaux, c'était la première fois qu'ils répondaient à une crise sanitaire et le COVID-19 a été un défi sans précédent. Le secrétariat de CBI a réuni les outils et les ressources des pratiques exemplaires sur une page consacrée aux situations d'urgence : www.connectingbusiness.org/novel-coronavirus-2019

Le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes

CBI a mené des recherches et rédigé un document qui présente l'importance du genre dans le secteur privé et dans la gestion des catastrophes, ainsi que les liens entre ces trois domaines. Cette recherche recense et analyse les ressources existantes et les interventions antérieures qui se rapportent à ce sujet, et présente un certain nombre d'études de cas provenant à la fois des réseaux membres et de partenaires externes. Le document, qui définit les lacunes, les défis et des recommandations concernant la voie à suivre, propose des démarches ultérieures pour que CBI puisse encore mieux intégrer le genre comme thème transversal dans ses travaux. La publication est [disponible ici](#).

Innovation et nouvelles technologies

En 2020, CBI a lancé un partenariat avec le SDG AI Lab du PNUD. Cette collaboration s'articule autour d'un projet de recherche sur la façon dont l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies peuvent être utilisées ou pourraient être utilisées dans la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe. L'équipe de recherche utilise le traitement du langage naturel pour mieux comprendre les contributions du secteur privé dans la gestion des catastrophes et examine le potentiel de la technologie SIG pour les réseaux du secteur privé. L'objectif principal est d'améliorer la compréhension par les réseaux du secteur privé des possibilités qu'offrent les solutions numériques et basées sur l'IA, et de renforcer leur capacité à appliquer ces solutions dans le cadre de la gestion des catastrophes. L'étude sera disponible en 2021.

« Il est important de mettre au point des pratiques innovantes pour les entreprises existantes dirigées par des femmes à l'échelle locale. Cela est d'autant plus pertinent si l'on considère l'effet disproportionné des risques liés au climat sur les femmes, pour lesquelles l'accès aux assurances et aux produits financiers devient essentiel pour pouvoir se relever. C'est dans ce domaine que les réseaux membres de CBI peuvent apporter une contribution significative, en partenariat avec ONU-Femmes, en recensant les solutions locales et en mettant celles-ci à disposition pour systématiser les bonnes pratiques. »



Rahel Steinbach

Spécialiste de programme, Réduction des risques de catastrophe et résilience, ONU-Femmes

Sensibilisation, échange de connaissances entre pairs et renforcement des capacités

En 2020, CBI a organisé son événement annuel, ainsi que 18 webinaires (11 qui étaient ouverts au public et 7 réservés aux réseaux membres de CBI), permettant ainsi de sensibiliser et de faciliter l'échange de connaissances entre pairs et le renforcement des capacités.

Événements mondiaux

La Semaine des réseaux et partenariats humanitaires et l'événement annuel de CBI

La sixième Semaine des réseaux et partenariats humanitaires (HNPW) s'est tenue du 3 au 7 février 2020 à Genève, en Suisse. Organisée par OCHA et accueillie par le Gouvernement suisse, la HNPW 2020 a réuni plus de 2 300 participants en provenance de 100 États membres et 450 organisations représentant des organismes, des fonds et des programmes des Nations Unies, des gouvernements, des organisations militaires et de la protection civile, des ONG, le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le secteur privé et le milieu universitaire. Les réseaux membres de CBI ont représenté le secteur privé lors de la table ronde d'ouverture et de la table ronde sur la localisation. L'événement annuel de CBI a été organisé pendant la Semaine des réseaux et partenariats humanitaires (HNPW) et comprenait deux séances ouvertes : « Tirer parti des capacités du secteur privé dans la gestion des catastrophes en 2020 » et « Renforcer la résilience des communautés grâce à la continuité des activités et au transfert de risque ». Ces séances ont permis aux participants de présenter leur travail effectué sur l'année écoulée, d'échanger sur les enseignements tirés et d'explorer d'autres possibilités de collaboration. Plusieurs séances de travail ont également été organisées pour les réseaux membres de CBI afin de discuter de la dernière stratégie de CBI, de partager leurs expériences, d'apprendre les uns des autres et d'explorer les possibilités de collaboration.

Les webinaires ouverts au public ont été organisés comme suit :

1. [Le COVID-19 et le secteur privé](#) (coorganisé avec Business Fights Poverty) (26 mars)
2. [Réponse des entreprises responsables au COVID-19 en Afrique](#) (coorganisé avec le Global Compact des Nations Unies) (27 mars)
3. [Le COVID-19 et le secteur privé : des mesures extraordinaires pour des temps sans précédent](#) (coorganisé avec le programme « Business for Gender Equality Programme » et l'Appel à l'action du secteur privé du PNUD) (15 avril)
4. [Études d'impact sur les PME](#) (19 mai)
5. [Préparation et réponse à des scénarios de risques multiples](#) (26 mai)
6. [Une réponse multipartite aux catastrophes naturelles pendant la pandémie de COVID-19](#) (organisé lors du Sommet des dirigeants du Global Compact des Nations Unies) (16 juin)

7. [Relèvement après la crise du COVID-19 – exemples de contributions des entreprises](#) (organisé lors du Sommet des dirigeants du Global Compact des Nations Unies) (16 juin)
8. [Reconstruire Beyrouth en mieux : comment le secteur privé peut appuyer la réponse et le relèvement](#) (coorganisé avec le Global Compact des Nations Unies) (22 septembre)
9. [Le genre et le secteur privé dans la gestion des catastrophes](#) (2 et 3 novembre)
10. [Les nouvelles technologies](#) (26 novembre)
11. [Fragilité, conflits et COVID-19 : une approche du secteur privé](#) (coorganisé avec le Global Compact des Nations Unies) (14 décembre)

Les réseaux membres et les partenaires de CBI ont également représenté l'initiative lors du 10^e forum annuel de l'Appel à l'action du secteur privé (24 septembre), du forum « Stars of COVID-19 Response: Business Success Stories » (24 septembre) et du forum « Global Humanitarian Policy Forum » (9 décembre), où ils ont participé à deux tables rondes : « Au-delà de la santé : les dimensions politiques, socioéconomiques et sécuritaires de la pandémie de COVID-19 » et « Coalitions pour réussir : nouveaux partenariats et rôle de premier plan pour les organisations locales ».

Les webinaires réservés aux réseaux membres de CBI ont été organisés comme suit :

1. [Réponse au COVID-19](#) (17 mars)
2. [Soutien apporté aux réseaux de CBI](#) (9 avril)
3. [Une série de classes de maître sur la communication stratégique en temps de crise](#) (du 30 avril au 11 juin)
4. [Planification de la réponse au COVID-19](#) (2 juin)
5. [Soutien apporté aux réseaux de CBI](#) (28 juillet)
6. [Engagement communautaire et redevabilité des réseaux du secteur privé](#) (17 septembre)
7. [Soutien apporté aux réseaux de CBI](#) (11 novembre)

L'apprentissage continu et les échanges entre pairs ont également été facilités grâce à la création d'un groupe WhatsApp des réseaux membres et d'un espace Microsoft Teams.

En 2020, CBI a adopté un nouveau modèle de travail pour mobiliser certains des réseaux membres de CBI en tant que partenaires de développement des connaissances. En juin 2020, la PDRF est devenue le premier partenaire officiel de développement des connaissances, et a participé à la collecte d'informations sur les réponses au COVID-19 du secteur privé et à la préparation des rapports de situation sur les réponses des réseaux membres de CBI.



Genève, Suisse

Lors de l'événement annuel de CBI organisé pendant la Semaine des réseaux et partenariats humanitaires (HNPW), CBI a réuni ses réseaux et ses partenaires pour qu'ils puissent partager leurs expériences, apprendre les uns des autres et discuter des possibilités de collaboration.

« En cette année marquée par l'apparition d'une pandémie mondiale et d'autres catastrophes naturelles et d'origine humaine, le mandat de Connecting Business Initiative (CBI) ne fait que gagner en importance. Notre travail aux côtés de CBI reconnaît le rôle que peut jouer le secteur privé pour limiter les perturbations et faciliter le relèvement. CBI apporte au Global Compact des Nations Unies et à nos réseaux locaux une expertise et une coordination essentielles en matière de préparation et de relèvement en cas de catastrophe. »



Lila Karbassi

Directrice des programmes du
Global Compact des Nations Unies

CBI et ses réseaux membres mentionnés dans des rapports mondiaux

CBI et ses réseaux membres ont été présentés comme des exemples de bonnes pratiques locales dans de nombreux documents clés du secteur humanitaire. Voici quelques exemples ci-après.

CBI a été mentionnée dans la note de synthèse sur le COVID-19 du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes en Asie-Pacifique, intitulée « Business Resilience in the Face of COVID-19 », pour son travail visant à faciliter la coopération entre les entreprises.

Les réseaux d'Haïti et de Madagascar ont été cités dans le Rapport d'étape du Plan mondial de réponse humanitaire (GHRP) d'août. Le réseau des Philippines a été mentionné dans les Points saillants bimestriels du Plan mondial de réponse humanitaire de mai, et le réseau de Sri Lanka a été évoqué dans les Points saillants bimestriels de juin. Le Plan de réponse humanitaire au COVID-19 pour les Philippines a inclus le secteur privé (la PDRF) dans la réponse. De même, le réseau membre de CBI à Vanuatu a été présenté comme un exemple de l'importance des réseaux d'entreprises locaux dans la réponse à la pandémie dans l'Aperçu humanitaire mondial pour 2021 d'OCHA, dans la partie consacrée au COVID-19 et à la localisation. Le programme de transfert de fonds mis en œuvre en partenariat avec Oxfam a également été cité. Le réseau figure en outre dans l'article publié par OCHA, intitulé « Cyclones in the Time of COVID-19: Preparing for and Responding to Climate-Related Disasters ». L'article « OCHA's 2020 in Review » mentionne également le travail de CBI au Mexique et à Vanuatu.

Établir des partenariats

Un certain nombre de partenaires ont continué à soutenir CBI en apportant des ressources, de l'expertise et des conseils. En 2020, les organisations suivantes ont soutenu l'initiative à l'échelle mondiale : la Fondation Conrad N. Hilton, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Boston Consulting Group, la Fondation UPS, l'USAID et le Global Compact des Nations Unies. À l'échelle mondiale, CBI a également contribué à certains rapports du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR) et a élaboré un guide pour entreprises relatif au COVID-19 en collaboration avec le Global Compact des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les réseaux membres de CBI ont tiré profit de leurs propres partenariats à l'échelle locale, comptant 4 100 membres principaux de différents secteurs et touchant plus de 40 000 MPME. En plus de travailler avec les bureaux locaux du PNUD et d'OCHA, CBI a collaboré étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies sur le terrain, comme l'UNICEF en Indonésie.

Perspectives d'avenir

« Lancée lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire à Istanbul en 2016, CBI est devenue, en cinq ans, un véritable témoignage du pouvoir de l'action collective du secteur privé, lorsqu'il s'agit d'aider les communautés et les pays à relever les défis d'ordre humanitaire en partenariat avec les gouvernements et l'ensemble des Nations Unies et du secteur humanitaire. Ses réseaux nationaux en pleine expansion ont déjà contribué à changer la vie de millions de personnes et CBI, qui a fait ses preuves, aura encore plus d'impact à mesure que l'initiative engagera davantage d'entreprises de différents pays en tant que partenaires de la préparation, de la réponse et du relèvement en cas de catastrophe. »



David Young

Directeur général et associé principal
du Boston Consulting Group

« Les Nations Unies ont grandement bénéficié de l'expertise de CBI pour étendre leur partenariat axé sur le renforcement de la résilience avec le monde des affaires, ce qui a constitué pour le secteur privé un point d'entrée stratégique pour s'engager dans la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux situations d'urgence, et a marqué le début d'une collaboration fructueuse avec les Nations Unies. »



Gustavo González

Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies aux Philippines

L'année qui vient de s'écouler a mis en évidence l'importance de l'action collective et localisée du secteur privé, en particulier au plus fort de la pandémie de COVID-19, lorsque les mécanismes internationaux d'intervention ne pouvaient pas être déployés. L'investissement dans la résilience a également été mis en avant.

Dans ce contexte, et alors que l'année 2021 est considérée comme une année de transition vers « la nouvelle normalité », CBI continuera à renforcer les capacités de nos réseaux locaux et se consacrera à soutenir le développement de nouveaux réseaux afin de renforcer la résilience et les réponses locales.

La mission de CBI est de répondre aux besoins de nos réseaux locaux qui doivent faire face aux changements et aux tendances mentionnés plus haut. Dans le cadre de nos axes de travail et de nos domaines d'intervention (tels que l'innovation et les nouvelles technologies, les situations fragiles et les zones touchées par les conflits, le genre, l'évaluation des répercussions et la résilience des PME, pour n'en citer que quelques-uns), nous continuerons à étudier ces problèmes et à apporter notre soutien. Pour ce faire, CBI collaborera avec les initiatives existantes et les partenaires, dans la mesure du possible, afin de répondre à notre objectif qui est de renforcer la résilience des réseaux d'entreprises locaux et de leurs communautés. En 2021, CBI commencera également à développer une offre sur les risques liés au changement climatique et renforcera les connaissances du secteur privé sur la redevabilité envers les populations affectées.

CBI célébrera son cinquième anniversaire en 2021 et ce sera l'occasion de revenir sur ce qui a été accompli et sur tout le chemin que nous avons parcouru, mais ce sera aussi l'occasion de commencer à planifier les prochaines étapes. Une attention particulière sera prêtée à l'expansion, car les réseaux d'entreprises locaux constituent l'essence même de CBI. Grâce à des évaluations du contexte en Afrique et en Amérique latine, CBI espère engager de nouveaux partenaires qui tireront parti des expériences acquises par d'autres au cours de ses cinq premières années d'activité, et développer ce travail dans les années à venir.



Bangladesh

Le COVID-19 a souligné l'importance de la collaboration multipartite. La promotion de la sensibilisation à la prévention du coronavirus, la distribution de trousse d'hygiène et le soutien aux personnes vulnérables ainsi qu'aux systèmes de santé nécessitent la contribution de tous les secteurs. Photo : Fahad Kaizer/PNUD

CONNECTING BUSINESS INITIATIVE

RAPPORT D'AVANCEMENT 2020

Pour en savoir plus

www.connectingbusiness.org

twitter.com/connecting_biz

facebook.com/ConnectingBusinessinitiative

Partenaires mondiaux



Empowered lives.
Resilient nations.

